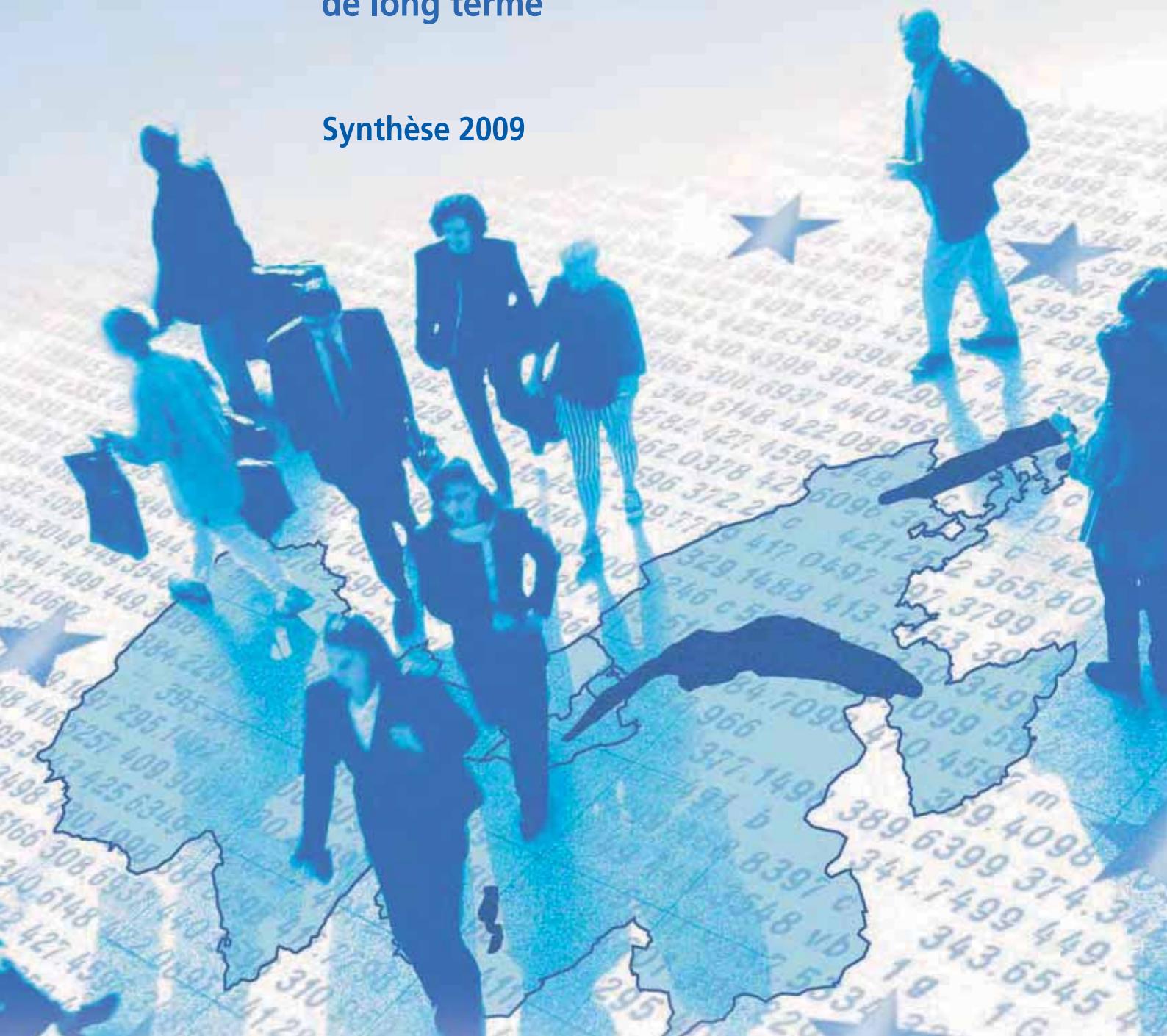


Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois

Les difficultés conjoncturelles du moment
ne remettent pas en cause les évolutions
de long terme

Synthèse 2009



Sommaire

En bref

Les difficultés conjoncturelles du moment ne remettent pas en cause les évolutions de long terme

2 | 3

Population

Démographie
Formation

4 | 5

4 | 5

12 | 13

Economie

Emploi
Salaires

12 | 13

12 | 13

14 | 15

Equilibres sociaux

Chômage
Aide sociale

16 | 17

16 | 17

16 | 17

Aspects sectoriels

Construction de logements
Logement social
Déplacements

18 | 19

18 | 19

18 | 19

20 | 21

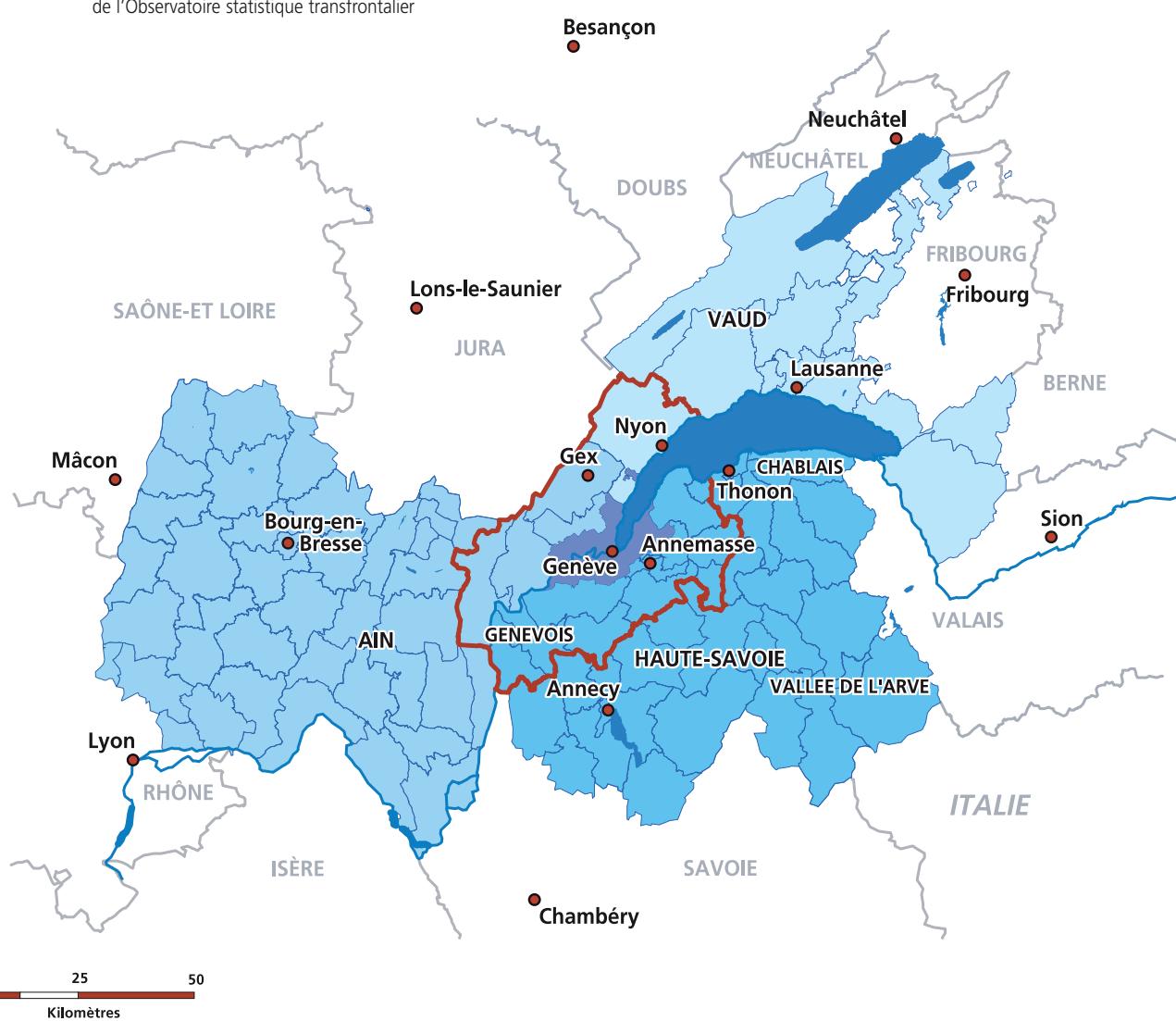
Chiffres clefs

22 | 23

Chiffres arrêtés au 30 juin 2009

Espace transfrontalier : quatre territoires

- Département de l'Ain
- Département de la Haute-Savoie
- Canton de Genève
- Canton de Vaud
- Limite des cantons (France) ou districts (Vaud)
- Agglomération transfrontalière : périmètre d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier



Les difficultés conjoncturelles du moment ne remettent pas en cause les évolutions de long terme

La crise économique mondiale n'épargne pas l'espace transfrontalier et l'agglomération franco-valdo-genevoise, les économies de part et d'autre de la frontière étant très tournées vers l'extérieur.

Les déséquilibres récents et grandissants sur les marchés de l'emploi en constituent les effets les plus visibles. Partout, le phénomène du chômage a repris de la vigueur : les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie se révèlent les plus touchés de Rhône-Alpes ; à Genève, comme dans le canton de Vaud, la baisse amorcée depuis trois à quatre ans s'est achevée en 2008. Après deux années de ralentissement, le nombre de «chômeurs frontaliers» de l'Ain et de la Haute-Savoie augmente brusquement (+ 22 % entre 2007 et 2008, selon des chiffres provisoires).

Toutefois, pour sensible qu'elle se montre à l'impact du choc conjoncturel, la région transfrontalière, prise globalement, résiste. Côté suisse, les derniers indicateurs de l'emploi font seulement état, à ce jour, de hausses ralenties dans la région lémanique (+ 0,8 % au deuxième trimestre 2009, contre - 0,4% à l'échelon national). L'économie genevoise tient plutôt bon malgré le poids de son secteur financier. Le canton de Vaud, au tissu économique plus diversifié, se maintient encore mieux. Si la hausse du nombre de travailleurs frontaliers se tasse dans les deux cantons avec la baisse de l'activité industrielle, les niveaux atteints restent les plus hauts jamais observés (53 000 dans le canton de Genève et 16 600 dans celui de Vaud, à mi-année). En revanche, côté français, l'emploi salarié marchand recule encore (- 0,9 % au premier trimestre 2009).

Des signes de stabilisation de la situation économique commencent à poindre, crédibilisés par l'absence des faiblesses structurelles qui ont pénalisé les sorties de crise précédentes, comme la crise immobilière ou l'obsolescence des techniques de production dans certaines activités. Leur effet positif sur l'emploi ne se fera sentir qu'avec retard.

Attractivité et dynamisme démographique caractérisent toujours la région transfrontalière. Bon an, mal an, entre 1999 et 2006, période au cours de laquelle la conjoncture économique s'est révélée changeante, sa population croît à un rythme soutenu : + 1,6 % en moyenne annuelle dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, contre + 1,2 % dans l'espace transfrontalier et + 0,7 % en France et en Suisse. Les derniers chiffres connus confirment les progressions marquées dans l'espace transfrontalier.

Dans l'agglomération transfrontalière, la périphérie gagne en poids démographique et le rythme de progression de sa population frôle les + 2 % (contre + 1,3 % au centre). Tant la partie vaudoise (le district de Nyon) que la partie française (zone d'emploi du Genevois français, à cheval sur l'Ain et la Haute-Savoie) participent à cette évolution remarquable. En cinq ans, 39 000 personnes sont venues s'installer dans le Genevois français. Si plus de la moitié résidaient dans une autre partie du territoire français, près d'un quart viennent de Suisse et 10 % d'un pays de l'Union européenne (hormis la France). Parmi ces nouveaux installés, on compte 12 % de Suisses et 13 % de ressortissants d'un pays de l'Union européenne.

Les tendances lourdes observées dans les évolutions de la région transfrontalière ne sont pas remises en cause par les difficultés conjoncturelles du moment. La consolidation progressive d'un espace de vie franco-valdo-genevois pourrait même constituer l'une de ses grandes forces.

Population

Démographie

Espace transfrontalier : 2,4 millions d'habitants en 2007

En huit ans, de 1999 à 2007, l'espace transfrontalier, formé des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et des cantons suisses de Genève et de Vaud, a gagné 224 000 habitants, soit 28 000 de plus en moyenne chaque année. Cet accroissement représente une variation de + 1,2 % par an, un taux élevé comparativement aux espaces de référence que sont la région Rhône-Alpes (+ 0,9 %), la Suisse et la France (+ 0,7 %).

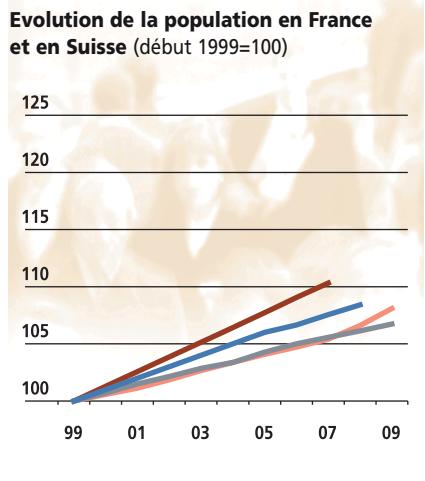
L'essor démographique de l'espace transfrontalier concerne ses quatre territoires¹. Dans chacun, on enregistre un accroissement annuel de la population d'au moins + 1 %. La progression la plus forte est observée en Haute-Savoie (+ 1,4 %). Viennent ensuite le canton de Genève (+ 1,3 %), l'Ain (+ 1,2 %) et le canton de Vaud (+ 1,0 %). Côté suisse, les derniers chiffres connus font état d'une croissance démographique récente forte : + 1,3 % dans le canton de Genève et + 2,1 % dans celui de Vaud, en 2008².

Remarque sur les dates de référence des données françaises commentées :

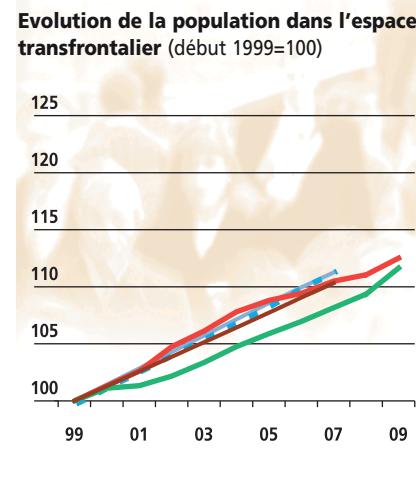
- 1er janvier 2007 pour l'effectif global à l'échelon départemental,
- 1er janvier 2006 pour les résultats détaillés (échelons départemental et infra-départemental).

¹ Pour chaque territoire, les institutions statistiques concernées ont publié des résultats et des analyses. Certaines de leurs observations ont été reprises ici. Pour d'autres informations : *Population de l'Ain : une croissance alimentée par le desserrement de Lyon et de Genève* (INSEE Rhône-Alpes, La Lettre Résultats n° 106, février 2009) / *Haute-Savoie : un dynamisme démographique tiré par la proximité de Genève* (INSEE, La Lettre Résultats n° 108, mars 2009) / *Bilan et état de la population du canton de Genève en 2008* (OCSTAT, Résultats statistiques n° 1, février 2009) / *Un accroissement exceptionnel de la population sous la loupe* (SCRIS, Numéros n°2, avril 2009).

² L'accroissement mentionné ici pour le canton de Vaud porte sur la population totale. Le chiffre diffusé par le SCRIS dans ses publications (+ 2,4 % entre fin 2007 et fin 2008) concerne la population résidente permanente qui n'inclut pas les personnes bénéficiant d'une autorisation de séjour d'une durée de moins d'un an, les fonctionnaires internationaux et les personnes relevant du domaine de l'asile, catégories de population plus sujettes à des fluctuations.



Espace transfront. Rhône-Alpes



Ain Haute-Savoie Espace transfrontalier Genève Vaud



Genevois français District de Nyon Agglomération transfrontalière Genève Ain

La Haute-Savoie reste le territoire le plus peuplé (705 000 habitants au début 2007), suivi du canton de Vaud (672 800), de l'Ain (573 500) et du canton de Genève (445 300). Le dynamisme démographique les affectant tous, la part respective de chacun d'entre eux dans la population de l'espace transfrontalier ne change pas par rapport à 1999.

Entre 1999 et 2006, la croissance démographique de l'espace transfrontalier est faite à 65 % d'apports migratoires. Des quatre territoires, la Haute-Savoie est le seul où, à un gain migratoire fort, se conjugue un excédent naturel important (respectivement 54 % et 46 %). Pour les trois autres, l'afflux de nouveaux arrivants explique l'essentiel de la croissance démographique : 65 % dans l'Ain, 69 % dans le canton de Genève (70 % en 2008, année au cours de laquelle le solde migratoire redevient aussi élevé que dans les années de forte croissance démographique 1999-2003) et 74 % dans celui de Vaud (87 % en 2008). Comparativement, entre 1999 et 2006, l'apport migratoire représente 43 % en France métropolitaine, 44 % en Rhône-Alpes et 74 % en Suisse.

En 2006, 150 000 habitants des *départements de l'Ain et de la Haute-Savoie* résidaient ailleurs auparavant. Pour l'essentiel (80 %), ils viennent d'un point ou d'un autre du territoire français. Près de 11 000 étaient installés précédemment en Suisse, soit 7 % de l'ensemble. Un peu plus de 8 000, soit 5 %, habitaient un pays de l'Union européenne (hormis la France). La proportion des nouveaux arrivants en provenance de l'étranger est plus importante en Haute-Savoie que dans l'Ain (respectivement 24 % et 16 %). Le constat est le même pour ceux qui viennent de Suisse (10 %, contre 4 %).

Sur les 150 000 nouveaux arrivants, 84 % se déclaraient, en 2006, de nationalité française, 6 % ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne et 3 % de nationalité suisse. Ce sont donc plutôt des résidents genevois non suisses qui s'installent côté France. La part des Suisses est plus importante en Haute-Savoie que dans l'Ain (5 %, contre 2 %).

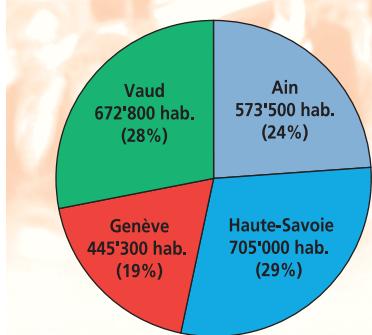
Contrairement à la partie française de l'espace transfrontalier, les immigrés des *cantons de Genève et de Vaud* arrivent essentiellement de l'étranger et ce sont avant tout des ressortissants de pays étrangers³.

Dans le canton de Genève, presque 90 % des 27 000 immigrés de 2008 viennent d'un pays étranger, les autres de Suisse. La plupart sont de nationalité étrangère,

Un espace d'immigration

Une attractivité qui s'exerce loin

Population dans les quatre territoires de l'espace transfrontalier, en 2007



³ Etant donné les sources statistiques, les effectifs et les chiffres mentionnés relatifs au phénomène de l'immigration ne sont pas comparables entre la France et la Suisse. Côté France, on dénombre des entrants et des sortants dans une population à une date donnée (stock) pour une période rétrospective déterminée (5 ans auparavant). Pour la seconde, on compte des flux annuels de personnes entrant (et sortant) des territoires cantonaux. Tous permettent cependant de dégager les caractéristiques des mouvements migratoires dans l'espace transfrontalier.

⁴ Dans le nombre des arrivants étrangers sont incluses des personnes qui vivaient déjà auparavant dans le canton en étant au bénéfice, notamment, d'un permis de moins d'un an et qui obtiennent une autorisation de séjour (3 800 en 2008).

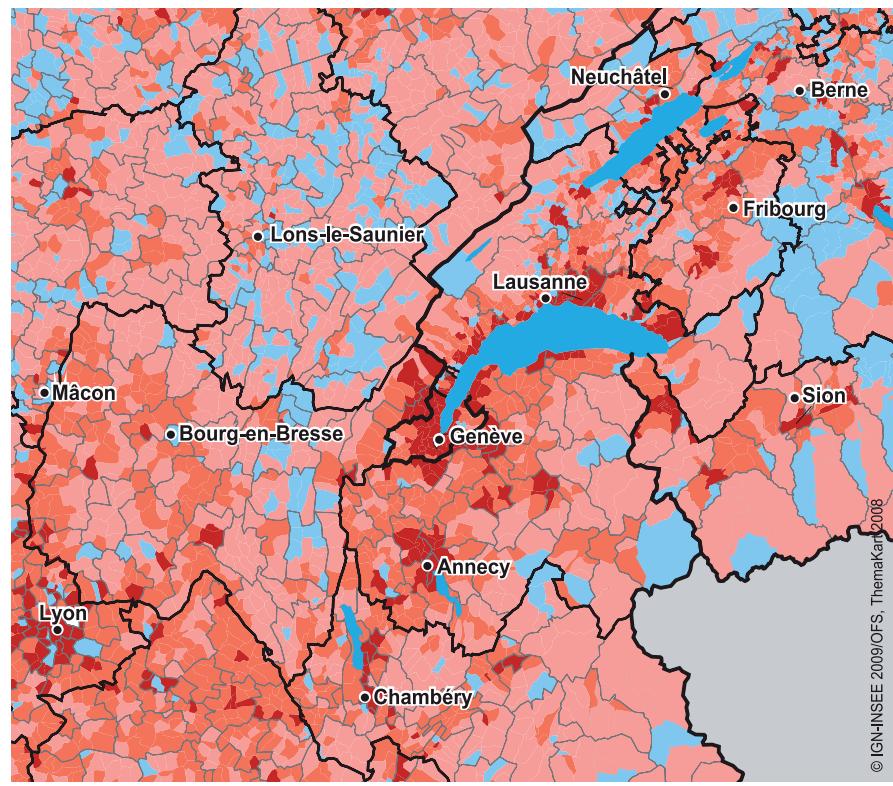
En 2008, solde migratoire étranger record à Genève

84 % en 2008, année où le gain migratoire étranger n'a jamais été aussi élevé en comparaison historique.

C'est grâce à ce dernier que l'excédent migratoire total est positif et élevé (plus de 4 000), les Suisses enregistrant une fois de plus un fort déficit migratoire (- 3 200). La part des Européens de l'UE s'accroît encore, atteignant 45 % de tous les immigrés (y compris les collaborateurs des organisations internationales). Les Français sont les plus nombreux (3 700) et leur part augmente. Ils sont suivis par les Portugais, les Italiens, les Britanniques et les Allemands.

En 2008, la majorité des immigrés étrangers arrivés à Genève y résident à la faveur d'une autorisation de séjour annuelle (permis B). La moitié des Européens de l'UE dont l'autorisation de résidence doit être justifiée par un motif de séjour (ce n'est pas le cas des fonctionnaires internationaux et de leur famille) viennent dans le canton de Genève pour exercer une activité professionnelle, contre seulement un tiers pour les immigrés dans leur ensemble. En revanche, comme l'ensemble, un cinquième arrive dans le cadre du regroupement familial et un dixième pour suivre une formation.

Variation annuelle de la densité de population entre 1999 et 2006



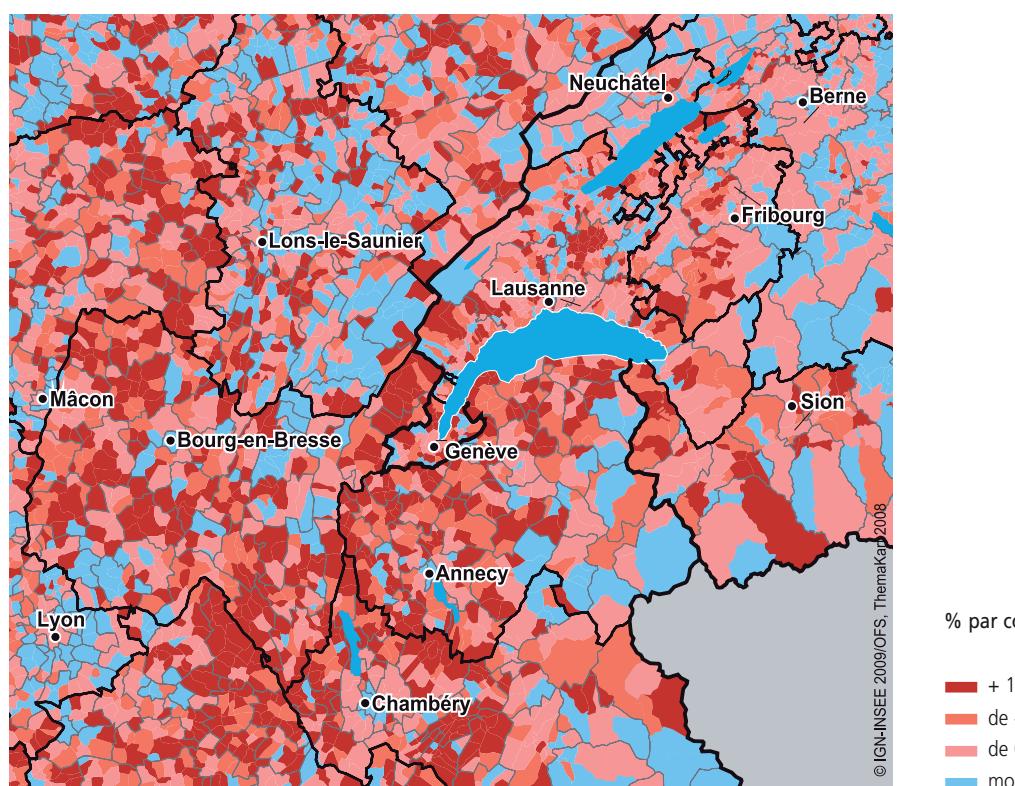
Parmi ceux qui partent du canton de Genève (22 700 en 2008), il y a d'abord des Suisses (33 % des émigrés du canton de Genève en 2008). Nonobstant le petit nombre dont on ignore la destination, environ une moitié s'installe dans un autre canton suisse (un sur cinq dans le district de Nyon) et une autre à l'étranger (dont plus d'un tiers dans l'Ain ou la Haute-Savoie). D'anciens immigrés étrangers repartent aussi, certains vraisemblablement dans leur pays d'origine, leur vie professionnelle achevée ; d'autres vont s'établir dans un canton suisse, dont beaucoup dans le district de Nyon, ou à l'étranger, y compris en France voisine.

Dans le canton de Vaud, en 2008, 90 % des immigrés arrivent de l'étranger et, comme dans le canton de Genève, c'est le gain migratoire des ressortissants étrangers qui contribue massivement à l'excédent migratoire total.

Ce dernier bondit en 2008 (+ 14 600, voir à ce sujet la note 4 en page 5), tandis que celui des Suisses reste négatif (- 500). L'augmentation de la population vaudoise est donc principalement due à l'arrivée des personnes actives étrangères et de leur famille. Le canton de Vaud, doté de très nombreux établissements de formation, accueille également un grand nombre d'étudiants en provenance de l'étranger.

Solde migratoire étranger vaudois 2008 : il double en un an

Variation annuelle moyenne de la population due au solde migratoire, entre 1999 et 2006



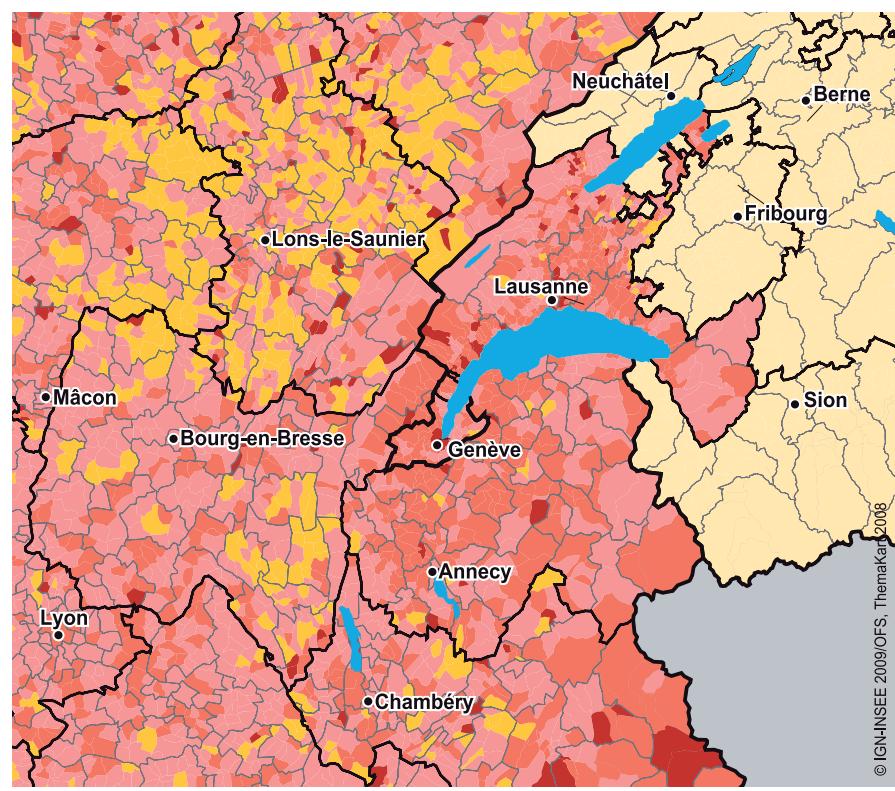
Source : INSEE - Recensements 1999 et 2006 / OFS - ESPOP

Ces trois motifs d'immigration (activité professionnelle, regroupement familial, formation) représentent plus de 9 arrivées sur 10 en provenance de l'étranger. Les ressortissants de l'UE viennent dans le canton de Vaud en majorité pour une activité professionnelle (en 2008, 53 % contre 37% pour l'ensemble des immigrés), pour cause de regroupement familial (29% contre 32 %) et nettement moins que les autres immigrés pour une formation (14 % contre 22 %).

Immigrants vaudois : nombre de Portugais et de Français

La part des ressortissants de l'UE ne cesse de poursuivre sa progression. En 2008, ils constituent les deux tiers des arrivants et, en raison d'un nombre de départs en baisse, également les deux tiers du solde migratoire étranger. Ils représentent désormais 70 % de la population étrangère du canton. Les communautés portugaise et française progressent plus que les autres (+ 3 600 personnes chacune), représentant les deux tiers de la hausse totale de la population étrangère. Au troisième rang, arrivent les Britanniques, dont le gain migratoire, en comparaison, est modeste (800 personnes) mais s'amplifie d'année en année.

Part des 20 - 64 ans dans la population, en 2006



En Haute-Savoie, si apport migratoire et accroissement naturel touchent la quasi-totalité du territoire, les tendances récentes des migrations sont opposées entre l'est du département et le nord-ouest, proche du canton de Genève. Le Genevois haut-savoyard, en particulier, est devenu, depuis 1999, la partie la plus attractive du département.

Saint-Julien-en-Genevois dépasse maintenant le seuil des 10 000 habitants. Annemasse, après avoir perdu de la population dans les années 90, en gagne à nouveau (+ 0,7 % par an) et compte près de 29 000 habitants en 2006. Sa communauté d'agglomération enregistre une hausse plus forte (+ 1,2 %), atteignant 74 000 habitants.

La plupart des communes situées le long de la voie reliant Thonon-les-Bains à Genève se distinguent par leur dynamisme démographique, de même que l'axe en direction d'Annecy ou encore la vallée de l'Arve. Les hausses de population concernent également les bords du Léman. Thonon-les-Bains enregistre une croissance soutenue de sa population, dont la majeure partie s'explique par l'apport migratoire.

Comme dans le cas d'Annemasse ou de Thonon, les communes proches d'Annecy ont connu une croissance importante, supérieure à 2 % par an. Si Annecy (51 000 habitants) enregistre une croissance démographique de 0,2 %, celle de l'agglomération annécienne (135 000 habitants) s'élève à + 0,7 %.

Dans l'Ain, l'essor démographique est très largement réparti : 92 % des communes voient leur population augmenter entre 1999 et 2006 et, pour 86 % d'entre elles, ces hausses sont principalement dues à des arrivées d'habitants supérieures aux départs. Au nord-est, la croissance de la population est alimentée en grande partie par le desserrement de l'agglomération franco-valdo-genevoise. En effet, on constate une forte hausse de la densité de population dans le Pays de Gex et le bassin bellegardien.

Des communes comme Saint-Genis-Pouilly ou Divonne-les-Bains enregistrent entre 1999 et 2006 des taux annuels d'évolution de près de 3 %, soit environ deux fois celui de l'évolution départementale. La commune de Bellegarde-sur-Valserine, qui perdait des habitants dans les années 90, bénéficie aussi de l'influence genevoise et retrouve une croissance de + 0,8 % par an.

En 2008, les dix districts du canton de Vaud voient leur population augmenter avec les plus forts taux de croissance observés dans les quinze dernières années. Une partie importante de l'augmentation de la population s'étend le long des rives du Léman, la zone la plus peuplée du canton. Comme de coutume, l'ouest occupe les premiers rangs. Avec 2 400 habitants de plus, soit une variation annuelle de population de + 2,9 %, Nyon occupe la 2^e place parmi les districts vaudois, juste après Aigle (+ 3,0 %).

Croissance marquée aux abords de Genève et sur les rives du Léman

Population dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, au début 2006 (1)

Les 15 principales villes

Genève	185 028
Vernier	31 130
Annemasse	28 572
Lancy	27 111
Meyrin	20 642
Carouge	18 987
Onex	17 357
Nyon	16 841
Thônex	13 231
Versoix	11 920
Gaillard	11 507
Bellegarde	11 497
Saint-Julien-en-Genevois	11 019
Gland	10 324
Chêne-Bougeries	10 144

(1) Périmètre d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier.

Source : INSEE - Recensement 2006, OCSTAT et SCRIS - Statistiques cantonales de la population

Agglomération franco-valdo-genevoise : 800 000 habitants en 2006

L'agglomération franco-valdo-genevoise représente 34 % de la population de l'espace transfrontalier en 2006, contre 33 % en 1999.

Entre l'agglomération et ses espaces de référence, la hiérarchie reste respectée: le dynamisme démographique de l'agglomération franco-valdo-genevoise dépasse nettement celui de l'espace transfrontalier (+ 1,6 % en moyenne chaque année entre 1999 et 2006, contre + 1,2 %), lui-même plus fort que celui de Rhône-Alpes et des espaces nationaux suisse ou français (voir page 4).

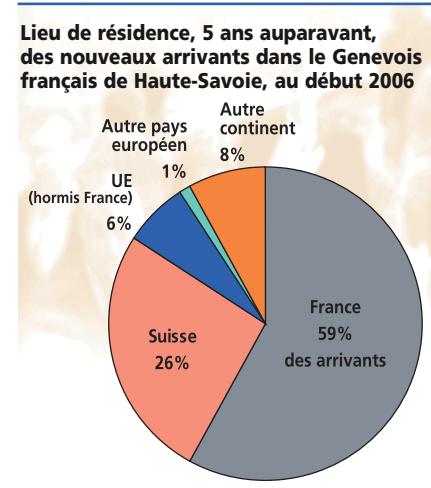
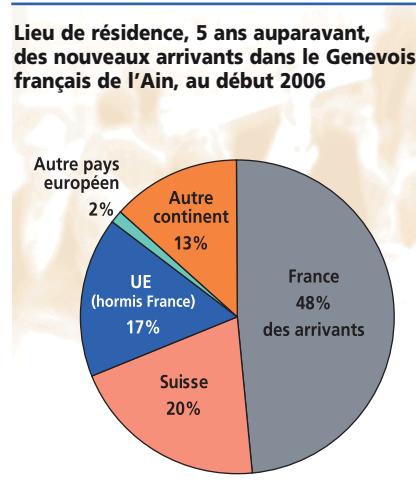
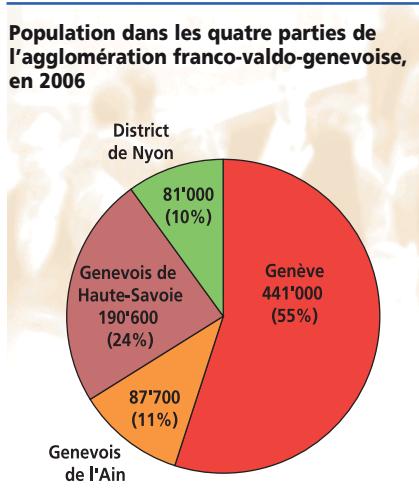
Les apports migratoires dans l'agglomération expliquent 69 % de l'augmentation de sa population entre 1999 et 2006.

Le canton de Genève représente 55% de la population de l'agglomération. Entre 1999 et 2006, il perd un point au profit de la partie haut-savoyarde. Globalement, le Genevois français représente donc maintenant 35 % de la population de l'agglomération, contre 34 % en 1999. Le district de Nyon reste à 10%.

La plus forte croissance à la périphérie

Alors que la population au centre de l'agglomération croît de 1,3 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2006, celle à sa périphérie frôle les 2 %. Le dynamisme démographique caractérise aussi bien la partie française que suisse (Genevois haut-savoyard : + 1,9%; Genevois de l'Ain : + 2,0%; district de Nyon : + 1,8%).

Dans la partie Ain du Genevois français, 77 % de l'augmentation de sa population est due aux apports extérieurs. A cet égard, Genève et le Genevois haut-savoyard sont en retrait (71 %) et le district de Nyon encore plus (61%).



Entre 2001 et 2006, 39 000 nouvelles personnes se sont installées dans le Genevois français. Plus de la moitié (21 200, soit 54 %) provenaient d'une autre partie du territoire français, 9 300 (24 %) de Suisse et 4 000 (10 %) d'un pays de l'Union européenne (hormis la France).

Les émigrés de Suisse s'installent préférablement à proximité de Genève qui attire aussi, non seulement des émigrés de régions françaises plus éloignées, mais également d'autres pays de l'UE.

A cet égard, le Pays de Gex, qui accueille un nombre important de fonctionnaires internationaux, voit arriver de nombreux nouveaux résidents en provenance de pays de l'Union européenne (autres que la France) ou d'autres continents. En revanche, le Genevois haut-savoyard accueille un plus grand nombre de Suisses.

Parmi les 39 000 nouveaux arrivés dans l'ensemble du Genevois français, 26 000 (soit les deux tiers) se sont déclarés de nationalité française au moment du recensement, 5 200 (13 %) d'une autre nationalité UE et 4 500 (12 %) de nationalité suisse⁵. Ressortissants suisses et ressortissants européens (UE) se concentrent donc dans l'agglomération franco-valdo-genevoise.

L'émigration du canton de Genève contribue à l'apport migratoire et à la croissance démographique dans les territoires périphériques.

En 2008, ce mouvement centrifuge reste positif mais se tasse nettement, y compris en direction de Nyon. L'émigration en France voisine ralentit depuis maintenant deux ans, tant vers l'Ain que la Haute-Savoie. Selon des données partielles (tous les

Nouveaux arrivants dans le Genevois français : provenance selon le recensement 2006

Espace transfrontalier au début 2006 : les communes de ...

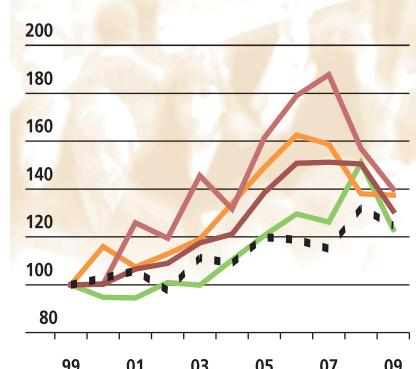
	Ain	Hte-Savoie	Genève	Vaud	Total
plus de 100 000 habitants	-	-	1	1	2
de 50 000 à 99 999	-	1	-	-	1
de 30 000 à 49 999	1	1	1	-	3
de 20 000 à 29 999	1	1	2	2	6
de 15 000 à 19 999	-	5	1	4	10
de 10 000 à 14 999	2	5	4	5	16
Total	4	13	9	12	38

Source : INSEE - Recensement 2006, OCSTAT et SCRIS - Statistiques cantonales de la population

⁵ La description circonstanciée de ces arrivants, en particulier les actifs, sera faite dans une fiche de l'Observatoire statistique transfrontalier, à paraître fin 2009.

Destination des émigrants du canton de Genève en 2008

Destination des émigrés du canton de Genève (1998=100)



■ District de Nyon
 ■ Genevois français de l'Ain
 ■ Genevois français de Haute-Savoie
 ■ Ensemble des émigrés



émigrés ne signalant pas explicitement leur destination quand ils partent de Genève), 1 500 «résidents» du canton ont déclaré aller s'installer dans le district de Nyon et 1 700 en France voisine, dont deux tiers d'entre eux en Haute-Savoie. Deux tiers des émigrants en France voisine sont de nationalité suisse.

Parmi ceux qui s'installent en France voisine, on dénombre, en 2008 comme en 2007, environ 700 «résidents» étrangers du canton de Genève devenus travailleurs frontaliers. Le mouvement inverse, de la périphérie française vers le centre de l'agglomération, est de moindre amplitude mais, en 2008, le nombre de frontaliers devenus résidents dans le canton de Genève augmente de 300 à 500. Ces effectifs restent limités ; toutefois, en terme de population, ils sont amplifiés si le nouveau ou l'ex-frontalier est accompagné d'une famille.

Moins de départs vers la périphérie et même un peu plus de personnes qui s'installent au centre : l'extrême tension qui règne toujours sur le marché genevois du logement n'induit pas mécaniquement un mouvement de population soutenu ou grandissant vers la périphérie.

Formation

Les chiffres d'une étude menée dans le cadre du Projet d'agglomération⁶ confirment, du moins à l'aide des statistiques disponibles, la modestie des flux d'élèves de part et d'autre des frontières et, simultanément, la fréquentation de quelques types de formation très spécifiques.

Sur près de 70 000 élèves des établissements secondaires, publics ou privés subventionnés (côté France), qui sont bâties dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, entre 2 % et 7 % viennent d'un autre territoire que celui de leur domicile (année scolaire 2008-2009).

Le flux le plus important se dirige vers le centre de l'agglomération, le canton de Genève, où se concentrent nombre d'établissements. Font partie de ce flux les 2 300 jeunes qui suivent l'enseignement secondaire public (ils représentent 7 % des élèves de ce dernier). La plus grande part vient de France et, en particulier, de Haute-Savoie. Les deux tiers de ces élèves suivent une formation professionnelle (en école ou dans le système dual qui associe école et entreprise). L'enseignement privé genevois compte plus de 20 % d'élèves domiciliés hors du canton de Genève (tous degrés confondus, des écoles enfantines aux formations post-obligatoires), principalement dans le canton de Vaud et le Pays de Gex, nombre d'entre eux étant des enfants de fonctionnaires internationaux.

Quant aux élèves franchissant la frontière pour se former dans la périphérie française de l'agglomération, on en dénombre 500, un tiers d'entre eux vers Ferney-Voltaire, où les fonctionnaires internationaux et les collaborateurs de multinationales trouvent des enseignements proches de ceux de leur pays, et un quart vers l'enseignement privé à Saint-Julien.

⁶ *Données statistiques sur la scolarisation des enfants de part et d'autre de la frontière franco-suisse*, SRED, 2009. En l'absence de statistiques scolaires sur les élèves de l'enseignement primaire en France, l'étude s'est focalisée sur les élèves de l'enseignement secondaire.

Economie

En 2007, l'emploi total est en nette hausse (+ 2,2 %) dans l'agglomération franco-valdo-genevoise. Cette progression est due à une forte augmentation dans le canton de Genève (+ 2,9 %) qui compense la faible baisse de l'emploi dans la zone d'emploi du Genevois français (- 0,2 %). Il se replie également légèrement dans la zone d'emploi du Chablais, tandis qu'il est en hausse dans les zones d'emploi d'Annecy et de la Vallée de l'Arve.

En 2008, l'emploi salarié privé s'oriente à la baisse à l'échelon de Rhône-Alpes (- 0,1 %), y compris dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Cette tendance se poursuit au début 2009.

En Suisse, en revanche, la hausse de l'emploi se poursuit en 2008, bien qu'à un rythme ralenti. L'augmentation est de 1,6 % à Genève et de 2,5 % dans le canton de Vaud (+ 1,6 % à l'échelon national). Pour le premier semestre de l'année 2009, la tendance au ralentissement s'accentue.

En 2008, le nombre d'actifs titulaires d'un permis frontalier actifs continue de progresser à un rythme supérieur à celui de l'emploi total. La cadence est toutefois un peu moins soutenue que précédemment : + 4,4 % dans le canton de Genève et + 8,8 % dans le canton de Vaud. Les données disponibles pour la première moitié 2009 indi-

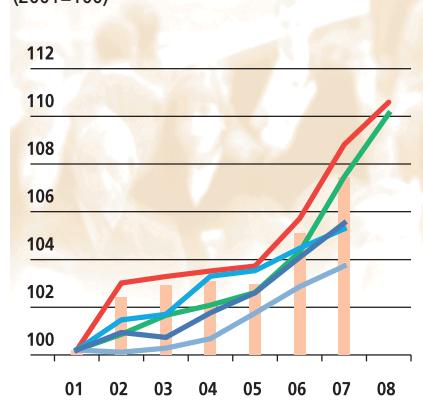
Emploi

En 2008, baisse de l'emploi côté français mais hausse en Suisse

Remarque sur les données relatives à l'emploi :

Pour l'emploi total, pas de données communes après 2007. Chiffres pour l'agglomération : sans le district de Nyon car données non disponibles. Côté français, pour 2008, seulement l'emploi salarié privé (hors agriculture, intérim, services opérationnels et personnels).

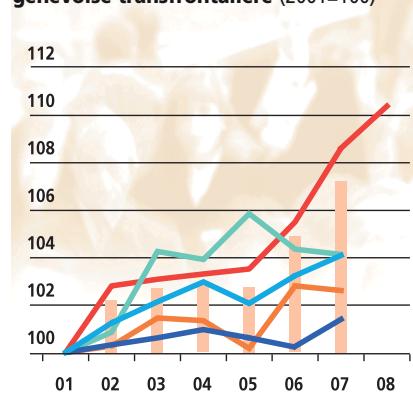
Emploi total dans l'espace transfrontalier (2001=100)



Agglo. genevoise
Genève
Vaud

Ain
Haute-Savoie
Rhône-Alpes

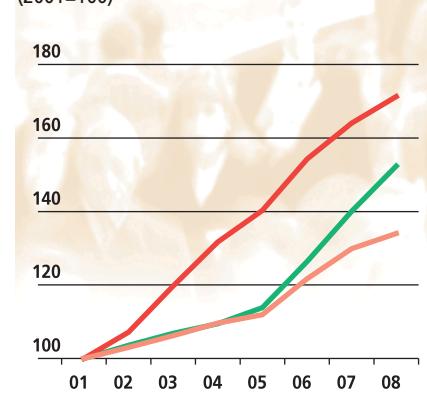
Emploi total dans l'agglomération genevoise transfrontalière (2001=100)



Agglo. genevoise
Genève
Genevois français

Chablais
Vallée de l'Arve
Annecy

Evolution du nombre de frontaliers actifs (2001=100)



Vaud
Genève
Suisse

80 000 «navetteurs» français à Genève

quent clairement une poursuite du ralentissement. A la fin 2008, 52 600 titulaires d'un permis frontalier étaient actifs à Genève et 16 500 dans le canton de Vaud.

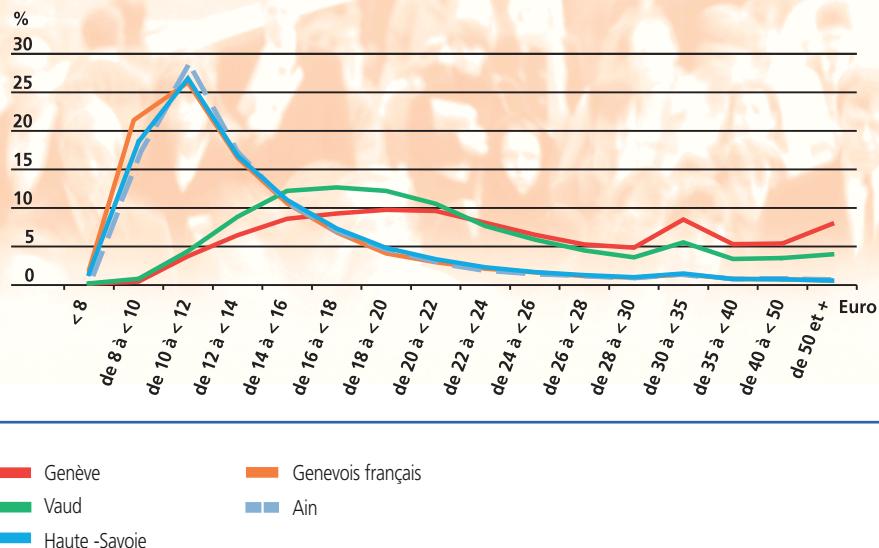
Selon les résultats encore provisoires tirés du recensement français de la population, le nombre de personnes résidant en France et travaillant à Genève (frontaliers au sens large, c'est-à-dire, outre les titulaires d'un permis frontalier, les résidents de nationalité suisse et les fonctionnaires internationaux) est estimé à 65 000 à la fin 2005. En appliquant un taux de croissance identique à celui des titulaires d'un permis frontalier actifs, il serait d'environ 80 000 à fin 2008.

En ce qui concerne le canton de Vaud, bien plus vaste que celui de Genève, les Suisses n'ont guère intérêt à résider en France, avant tout pour des raisons géographiques. La différence entre frontaliers actifs et frontaliers au sens large est par conséquent très faible. La plupart des frontaliers habitent en Franche-Comté (56 %, contre 44 % en Rhône-Alpes).

Salaires

En France, les différences dans la répartition des salaires horaires entre l'Ain et la Haute-Savoie sont minimales. La zone d'emploi du Genevois français ne s'en démarque pas, malgré sa proximité avec le canton de Genève. Tout au plus la proportion de salaires est-elle légèrement plus élevée dans les tranches inférieures à 10 euros par heure de travail. Côté suisse, le niveau des salaires à Genève est supérieur à celui observé dans le canton de Vaud.

Répartition en % des salariés du secteur privé selon le salaire horaire brut en euro, en 2006 pour la Suisse et 2007 pour la France



Entre la Suisse et la France, les écarts salariaux sont importants. Ils tiennent pour une part aux différences de structure socioéconomique propre à chacun des deux pays. Ils sont aussi liés à la différence de tissu économique. Les emplois à haute valeur ajoutée sont plus nombreux dans le canton de Genève et, dans une moindre mesure, celui de Vaud, que dans l'espace transfrontalier français. Par exemple, les deux cantons suisses abritent plusieurs centres de décision à l'échelon international et de nombreux salariés actifs dans la finance. Les différences de profil entre salariés se répercutent sur le niveau des salaires. Cependant, à profil égal, l'écart entre les deux pays demeure malgré tout sensible⁷.

Dans les limites de l'exercice⁸, on observe que trois quarts des salaires sont inférieurs à 16 euros de l'heure dans l'Ain et la Haute-Savoie, contre seulement 27 % dans le canton de Vaud et 19 % à Genève. A l'autre bout de l'échelle, moins de 5 % des salariés travaillant dans les deux départements français touchent un salaire horaire supérieur à 30 euros, contre 16 % dans le canton de Vaud et 27 % à Genève.

Grandes différences de salaires entre la Suisse et la France

⁷ Pour une analyse détaillée, voir *Une comparaison des salaires entre la France et la Suisse dans la zone transfrontalière genevoise*, INSEE Rhône-Alpes, La Lettre n° 28, octobre 2004.

⁸ Les comparaisons salariales se font sur le secteur privé. Entre pays, elles sont par nature délicates, surtout si elles sont basées, comme ici, sur des sources différentes. Pour parvenir à une comparabilité aussi forte que possible, le salaire de référence est le salaire horaire brut, exprimé en euro, pour l'année 2006 en Suisse et 2007 en France. Ce salaire inclut la part liée aux primes mensuelles et annuelles. Le taux de change est de 1 € pour 1,6078 CHF, correspondant à la moyenne des cours 2006-2007.

Le salaire ne constitue qu'une partie du revenu brut total des ménages. Le niveau de vie dépend du revenu disponible, qui intègre les prestations sociales et déduit les prélèvements directs ou indirects. Dans une comparaison entre pays, il faudrait, en outre, tenir compte du niveau général des prix. Selon les estimations d' Eurostat relatives aux parités de pouvoir d'achat, le niveau des prix comparés en Suisse est de 27 % supérieur à celui observé en France. (situation en juin 2007). Par conséquent, les écarts de salaires bruts observés ici ne peuvent pas être interprétés en termes de niveau de vie.

Equilibres sociaux

Chômage

Au deuxième trimestre 2008, le taux de chômage s'établit à 5,6 % pour l'agglomération transfrontalière genevoise. Il était de 6,3 % en 2007. Cette baisse est observée tant dans le canton de Genève que dans le Genevois français. Bien que moins marqué, ce mouvement est similaire dans les zones d'emploi proches de la frontière ainsi que dans le canton de Vaud.

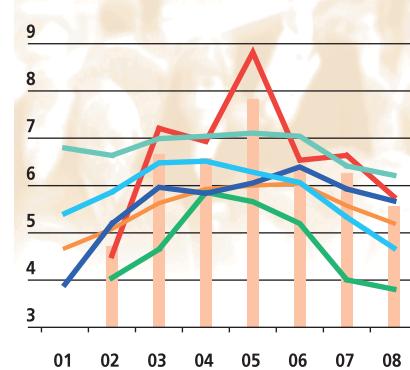
Depuis cette date, sous les effets de la crise économique mondiale, le chômage s'oriente clairement à la hausse dans tous les territoires observés. A l'échelon national, selon les chiffres provisoires, il passe de 7,3 % à 9,1 % au deuxième trimestre 2009 en France et de 3,4 % à 4,0 % en Suisse. Au début de l'année 2009, les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie sont les plus touchés de Rhône-Alpes. De l'autre côté de la frontière, le mouvement est analogue.

Fin 2007, 3 432 chômeurs dont le dernier emploi occupé était situé en Suisse résidaient dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et étaient indemnisés par le Pôle Emploi. La tendance à la baisse observée en 2006 (- 2 %) s'accélère en 2007 (- 17 %). Cependant, fin 2008, selon des chiffres encore provisoires, le nombre de

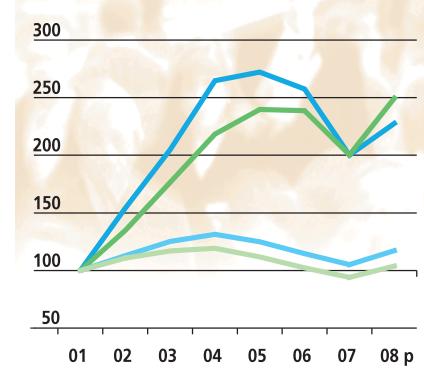
Remarque sur les données relatives au chômage :

Taux de chômage au sens du BIT au deuxième trimestre car seul chiffre commun. Taux pour l'agglomération : sans le district de Nyon car données non disponibles.

**Taux de chômage au sens du BIT,
au 2^e trimestre, en %**



Chômeurs indemnisés dans l'Ain et la Haute-Savoie (2001=100)



Agglo. genevoise

Genève

Genevois français

Vaud

Chablais

Vallée de l'Arve

Annecy

Chômeurs frontaliers Ain

Ensemble chômeurs Ain

Chômeurs frontaliers Hte-S.

Ensemble chômeurs Hte-S.

«chômeurs frontaliers» s'oriente à la hausse de manière marquée. Depuis 2006, l'évolution du nombre de «chômeurs frontaliers» est semblable à celle de l'ensemble des chômeurs.

En 2007, la diminution du nombre d'allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) s'amplifie en France (- 8,6 %). La baisse atteint - 12,5 % pour Rhône-Alpes et - 11,1 % pour le Genevois français. Elle touche l'ensemble des zones d'emploi proches de la frontière genevoise dans une mesure semblable. En élargissant le recours à l'aide sociale à d'autres types de prestations (allocation parent isolé et allocation adulte handicapé), le nombre d'allocataires total s'oriente également à la baisse.

En Suisse, la statistique de l'aide sociale fournit un taux par canton représentant la part de la population qui bénéficie d'une aide sociale financière directe au sens strict (autrefois assistance publique). En 2007, le taux d'aide sociale se situe à 3,8 % dans le canton de Genève et à 4,7 % dans celui de Vaud. Il est plus bas à Genève surtout parce que les prestations délivrées en amont sont plus nombreuses⁹. Les deux cantons sont plus touchés que la moyenne nationale (3,1 %), car ils cumulent les caractéristiques négatives en la matière : présence de grands centres urbains, chômage supérieur à la moyenne, groupes de population à risque. L'amélioration de la conjoncture observée entre 2005 et 2008 n'a guère d'effet sur le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale.

Les résultats partiels disponibles pour les deux pays indiquent une évolution similaire des deux côtés de la frontière. En 2008, la baisse du nombre d'allocataires se poursuit, mais à un rythme de moins en moins élevé. La conjoncture se répercutant avec retard sur l'aide sociale, c'est au premier trimestre 2009 que ce nombre s'oriente à la hausse.

Aide sociale

Baisse de l'aide sociale en 2008, puis hausse début 2009, en France et en Suisse

⁹ Pour disposer de données pleinement comparables, il faudrait y adjoindre les prestations sous condition de ressources délivrées en amont de l'aide sociale au sens strict qui ne sont pas forcément les mêmes selon les cantons : prestations complémentaires cantonales à l'assurance vieillesse et à l'assurance invalidité, allocations de logement, aides aux mineurs, etc. Ainsi, dans un canton comme Genève, le taux d'aide sociale est abaissé du fait que d'autres prestations déchargent l'aide sociale au sens strict.

Aspects sectoriels

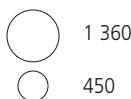
Construction de logements

Le Genevois français reste le grand pourvoyeur

En 2008, le nombre de logements commencés dans l'agglomération transfrontalière est stable par rapport aux trois dernières années (6 000 unités). Les premiers effets de la crise ne se font pas encore sentir dans l'agglomération transfrontalière. Pour le Genevois français, malgré une légère baisse (- 3%), la construction de logements demeure élevée et représente 65 % des nouvelles constructions de l'ensemble de l'agglomération transfrontalière. La hausse dans sa partie haut-savoyarde compense la baisse côté Ain, entraînée par le recul des logements individuels. Le canton de Genève, avec 1 600 logements commencés, enregistre un nouveau pic après celui de 2001. Néanmoins, ce résultat ne représente qu'un peu plus du quart (27 %) du total des constructions de l'agglomération transfrontalière. Avec 500 logements commencés, le mouvement est à la baisse dans le district de Nyon et sa part dans l'agglomération passe sous les 10 %.

Dans les autres zones d'emploi (hors stations) proches de la frontière, la tendance est, comme l'an passé, à une forte baisse dans la Vallée de l'Arve (- 42 %) et le Chablais (- 38 %). Les niveaux atteints en 2008 deviennent très bas. En revanche, à Annecy, le nombre de logements commencés se maintient à un niveau élevé, même en légère hausse (+ 3 %).

Logements commencés par district (Suisse) ou canton (France)



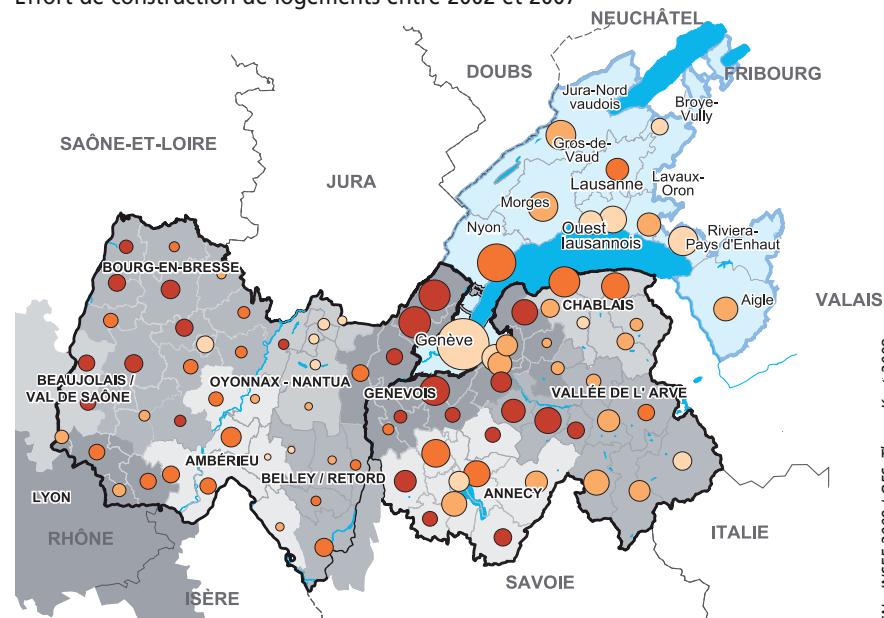
Effort de construction annuel moyen

Nombre de logements commencés rapporté au nombre de logements de 1999

- 2,4% et plus
- 1,7% à moins de 2,4%
- 1,1% à moins de 1,7%
- Moins de 1,1%

Surimpression grise : zones d'emploi françaises

Effort de construction de logements entre 2002 et 2007



Source : DRE - Sitadel / OFS et OCSTAT - Statistiques de la construction

Pour Rhône-Alpes, en 2008, après dix ans de croissance soutenue, la construction de logements s'oriente nettement à la baisse (- 15 %). D'ailleurs, ce mouvement se poursuit au début 2009, selon les premiers indicateurs disponibles.

Confirmation du retournement de tendance observé en 2007 sur le marché immobilier français, le délai moyen d'écoulement des stocks de logements collectifs est en forte progression et bat des records pour l'ensemble des zones d'emploi proches de la frontière.

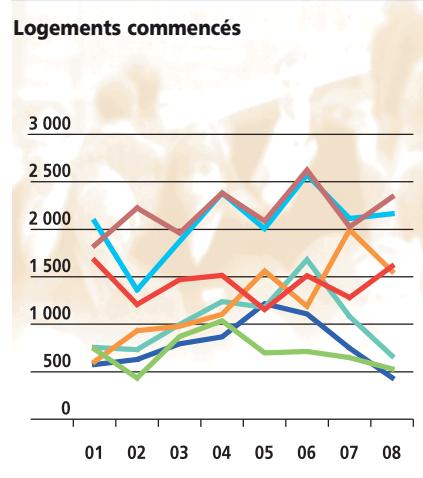
Côté suisse, au contraire, la tension persiste. A Genève, en juin 2009, le taux de vacance des logements s'établit à 0,2 %, taux extrêmement bas, inchangé depuis huit ans. Dans le canton de Vaud, le taux se fixe à 0,4 % en juin 2009 (0,5 % un an plus tôt). Il demeure à 0,3 % dans le district de Nyon.

Tension persistante sur le marché immobilier suisse, contrairement à la France

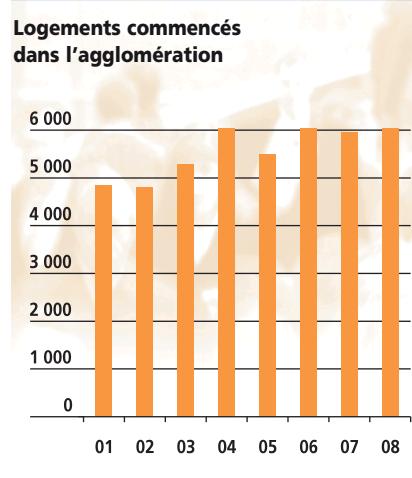
En 2007, le parc de logements locatifs sociaux pour l'ensemble des zones d'emploi proches de la frontière est d'environ 39 000 logements. Le Genevois haut-savoyard enregistre la plus forte progression par rapport à l'année précédente (+ 5,4%).

A Genève, la part des logements subventionnés dans les logements terminés en 2008 est de 30 %, en hausse par rapport à 2007. Mais le nombre de logements terminés est particulièrement bas (1 083). La majorité des logements (HLM et HCM) étant soumis à l'ancien système qui limite dans le temps le subventionnement, le nombre de nouveaux logements subventionnés ne compense pas celui des logements sortant du système ; la part des logements subventionnés par rapport à l'ensemble du parc

Logement social



Annecy hors stations
Chablais hors stations
Genevois (Ain)
Genevois (Haute-Savoie)
Genève
Nyon
Vallée de l'Arve hors stations



Remarque sur les données relatives au logement social :

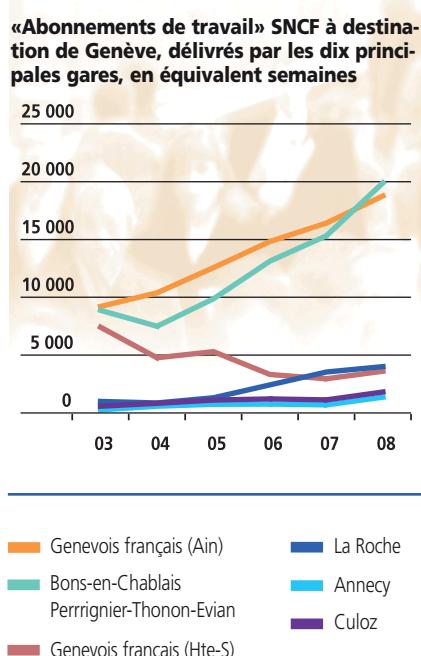
Le champ couvert dans les divers territoires n'étant pas identique, les comparaisons sont limitées. Côté suisse, seuls les logements subventionnés par la Confédération ou le canton sont dénombrés. En France on ne compte pas les logements sociaux des communes et des associations et foyers s'ils ne sont pas gérés par les sociétés d'HLM ou les sociétés d'économie mixte (SEM).

continue de s'effriter. En 2008, avec 20 075 logements subventionnés, cette part est 9,3 % (elle était encore de 12,0 % en 1999).

Dans le canton de Vaud, avec un peu moins de 8 000 logements subventionnés, le nombre est proportionnellement plus faible que dans le reste de l'espace transfrontalier. Les logements subventionnés représentent moins de 3 % de l'ensemble du parc de logements vaudois. Dans le district de Nyon, cette part est encore plus faible.

Déplacements

Fréquentation des trains transfrontaliers : hausse sensible en 2008



En 2008, des «navetteurs» ont souscrit, au total, 8 900 «abonnements de travail» hebdomadaires et 11 200 mensuels à destination de Genève, essentiellement dans dix gares de la SNCF. Mesuré en équivalent semaine, le nombre de ces abonnements a augmenté d'un quart en une année, contre seulement + 13 % en 2007. En cinq ans, il a presque doublé.

Parmi les dix principales gares, Bellegarde, où l'offre de transport régional est particulièrement soutenue, arrive toujours en tête (35 %). Toutefois, sa part tend à s'effriter légèrement au profit de gares du Chablais (Perrignier-Thonon-Evian) ou, côté Vallée de l'Arve, de La Roche-sur-Foron. En revanche, la demande d'abonnements au départ d'Annemasse-Ambilly, devenue relativement restreinte, est influencée par une autre offre (UNIRESO régional), organisée dans le cadre du transport d'agglomération. Annecy ne représente que 3 % de la fréquentation 2008 mais, depuis 2003, la demande d'abonnements y a quintuplé.

Des abonnements à destination de Genève pour des trajets supérieurs à 75 km sont délivrés principalement à Aix-les-Bains et Chambéry. Après une forte progression entre 2005 et 2006 (+ 52 %), puis une stagnation entre 2006 et 2007, on observe à nouveau une augmentation sensible de ces abonnements (+ 38 %). La gare d'Aix-les-Bains en a délivré plus de 400 en 2008, deux fois plus qu'en 2007.

En 2008, le nombre de passages quotidiens de véhicules individuels motorisés à la frontière genevoise (dans les deux sens) reste stable par rapport à 2007. Cette évolution, observée depuis deux ans, contraste avec celle qui prévalait entre 2000 et 2006, période au cours de laquelle on enregistrait un accroissement annuel moyen de près de 3 %. Ce constat fait, aucun élément ne permet de le lier avec certitude à de nouveaux comportements en matière de consommation ou de transport, ou encore aux difficultés de la mobilité routière dans la région transfrontalière, qu'elles soient dues à l'intensité du trafic ou à de grands travaux d'équipement.

Cette évolution n'est pas homogène sur l'ensemble des frontières genevoises. Entre Genève et la Haute-Savoie, le nombre de passages reste stable pour la deuxième année consécutive. Stabilisation aussi entre Genève et Vaud, alors que le trafic y progressait de + 1 % dans les années précédentes. En revanche, faisant suite à une baisse sensible (- 4,0 % en 2007), le trafic augmente à nouveau en 2008 entre Genève et le Pays de Gex (+ 2,4 %). Une forte baisse est observée à la douane autoroutière de Bardonnex en 2008 (2 200 véhicules de moins par jour, dans les deux sens), que l'on peut tout de même lier avec vraisemblance aux travaux qui y ont été durablement effectués.

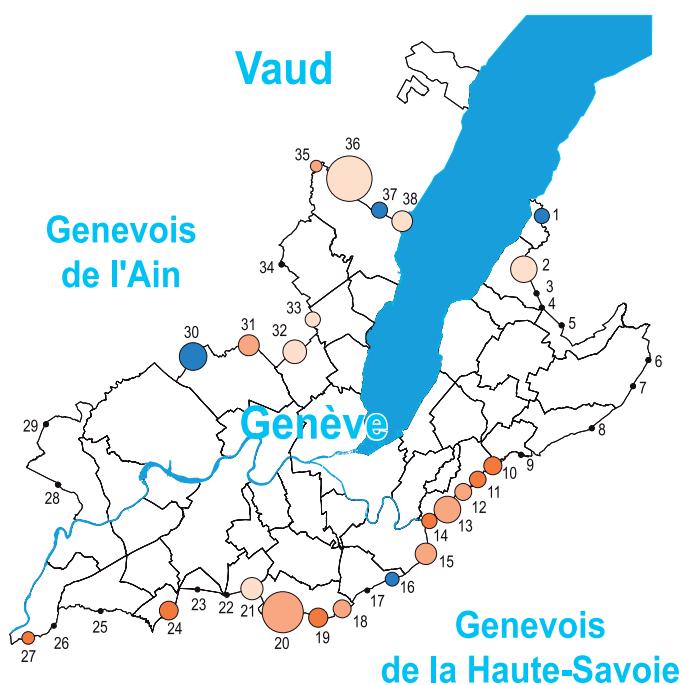
En considérant seulement les entrées journalières dans le canton de Genève du lundi au vendredi et durant la période de pointe du matin, soit de 6 à 9 heures, on cerne davantage les déplacements domicile-travail dans la région transfrontalière. Ces entrées représentent plus de 30 % de toutes les entrées quotidiennes dans le canton. En 2008, ce trafic pendulaire augmente légèrement (+ 1 %).

Côté Haute-Savoie, contrairement aux années précédentes, les entrées entre 6 et 9 heures du matin se stabilisent (+ 0,5 %), tandis qu'elles augmentent à nouveau côté Ain (+ 3 %). Entre les cantons de Genève et de Vaud, le trafic pendulaire reste orienté à la baisse (- 1 %).

Dans ce créneau horaire, une baisse annuelle marquée est enregistrée à nouveau à la douane autoroutière de Bardonnex et sur la route qui relie les cantons de Genève et de Vaud par le bord du lac (- 400 entrées par jour, pour l'une comme pour l'autre).

Depuis 2005, soit en trois ans, aux vingt-trois points d'entrée dans le canton où des comptages ont été réalisés en 2008 (sur trente-huit au total), dix-huit font état d'une progression du trafic pendulaire, non négligeable dans nombre de cas et même à deux chiffres pour certains d'entre eux (douanes de Mon-Idée, Pierre-à-Bochet, Fossard, Landecy, Soral II, Chancy I et Sauverny).

Trafic routier 2005-2008 : entrées de 6 à 9 heures dans le canton de Genève



Source : Direction générale de la mobilité - Comptages de véhicules aux limites du canton de Genève

Un trafic routier découragé par les travaux en 2008 ?

Postes de comptage de véhicules aux limites du canton de Genève

- | | |
|----------------------|---------------------|
| 1. Hermance | 20. Bardonnex |
| 2. Anières | 21. Perly |
| 3. Veigy-Anières • | 22. Certoux • |
| 4. Veigy-Corsier • | 23. Soral I • |
| 5. Gy • | 24. Soral II |
| 6. Monniaz • | 25. Sézagnin • |
| 7. La Renfile • | 26. Chancy II • |
| 8. Cara • | 27. Chancy I |
| 9. Cornière • | 28. La Plaine • |
| 10. Mon-Idée | 29. Dardagny • |
| 11. Pierre-à-Bochet | 30. Meyrin |
| 12. Moillesullaz | 31. Mategnin |
| 13. Thônenex-Vallard | 32. Ferney |
| 14. Fossard | 33. Vireloup |
| 15. Veyrier | 34. Bossy • |
| 16. Bossey | 35. Sauverny |
| 17. Pierre-Grand • | 36. Autoroute GE-VD |
| 18. Croix-de-Rozon | 37. Ch. de l'Etraz |
| 19. Landecy | 38. Rte Suisse |

• Pas de relevé en 2008

Moyenne journalière annuelle en 2008

- 9 800 passages
- 3 600 passages
- 700 passages

Variation annuelle moyenne 2005-2008, en %

- de 5,0 à 7,8
- de 2,5 à 4,9
- de + 0 à 2,4
- de - 0,7 à - 0

Chiffres clefs

	Espace transfrontalier					Agglomération transfrontalière		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Vaud	Genève	Total*	dont ZE Genevois français	dont district de Nyon
Population (début d'année)								
1999	2 172 500	515 500	632 000	622 000	403 000	717 600	243 000	71 600
2006	2 369 300	566 700	696 300	665 300	441 000	800 100	278 200	80 900
Evolution annuelle moyenne 99 - 06	1,2%	1,4%	1,4%	1,0%	1,3%	1,6%	2,0%	1,8%
Emploi (fin d'année)								
2005	1 020 300	206 825	274 944	293 300	245 231	316 105	70 874	n.d.
2006	1 034 667	209 088	277 447	298 200	249 932	322 674	72 742	n.d.
2007	1 054 961	210 836	279 623	307 200	257 302	329 902	72 600	n.d.
Evolution 2006 / 2007	2,0%	0,8%	0,8%	3,0%	2,9%	2,2%	- 0,2%	n.d.
Taux de chômage (au 2^e trimestre)								
2006	n.d.	5,4%	5,8%	5,2%	6,5%	6,4%	5,7%	n.d.
2007	n.d.	4,9%	5,3%	4,0%	6,6%	6,3%	5,3%	n.d.
2008	n.d.	5,8%	6,0%	3,8%	5,8%	5,6%	5,8%	n.d.
Aide sociale: nombre d'allocataires								
2005	67 896	9 599	11 682	29 382	17 233	21 813	4 580	n.d.
2006	71 948	9 615	11 315	30 770	20 248	24 798	4 550	n.d.
2007	67 791	9 220	10 515	31 441	16 615	20 926	4 311	n.d.
Evolution 2006 / 2007	- 5,8%	- 4,1%	- 7,1%	2,2%	- 17,9%	- 15,6%	- 5,3%	n.d.
Logements: nombre de mises en chantier								
2006	18 478	4 243	9 234	3 490	1 511	6 041	3 815	715
2007	19 044	6 700	7 322	3 741	1 281	5 948	4 017	650
2008	n.d.	5 501	6 942	n.d.	1 612	6 041	3 899	530 p
Evolution 2007 / 2008	n.d.	- 17,9%	- 5,2%	n.d.	25,8%	1,6%	- 2,9%	- 18,5%

*En italique: sans le district de Nyon, en raison de l'indisponibilité des données.

n.d.: donnée non disponible pour cet échelon géographique

p: donnée provisoire

Emploi F Estimations annuelles d'emploi.

CH Résultats du 4^e trimestre de la statistique de l'emploi (STATEM). Sans le secteur public international, ni les services domestiques.

Aide sociale F Nombre d'allocataires au titre des minima sociaux : revenu minimum d'insertion, allocation adulte handicapé ou allocation parent isolé.

CH Nombre de bénéficiaires d'une aide financière directe au sens strict (autrefois assistance publique), accordée à l'échelon du canton.
Le chiffre 2006 fourni pour Genève résulte d'une estimation de l'OCSTAT afin d'en assurer la comparabilité dans le temps.

Collaborations

Cette Synthèse 2009 a été réalisée avec les institutions ou services suivants, qui sont très vivement remerciés :

Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS)
Service de la recherche en éducation du canton de Genève (SRED)
Direction générale de la mobilité du canton de Genève
Direction régionale de l'équipement Rhône-Alpes
Directions départementales de l'équipement de l'Ain et de la Haute-Savoie
Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Rhône-Alpes
Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de l'Ain et de la Haute-Savoie
Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions du Pôle Emploi
Caisse des allocations familiales (CNAF et CAF)
SNCF - DTER Rhône-Alpes

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Synthèse 2009, Les difficultés conjoncturelles du moment ne remettent pas en cause les évolutions de long terme, OST, 2009

L'équipement hôtelier de l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (fiche 12''), OST, 2009

Projections démographiques transfrontalières 2005-2030, OST, 2008

Synthèse 2008, Dynamismes économique et démographique caractérisent toujours l'agglomération transfrontalière genevoise, OST, 2008

L'équipement commercial de l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (fiche 12'), OST, 2008

L'espace transfrontalier du Genevois dans un contexte européen (fiche 9''), OST/OCSTAT, 2008

Synthèse 2007, L'agglomération franco-valdo-genevoise prend sa vitesse de croisière, OST, 2007

Le prix des logements dans l'agglomération franco-valdo-genevoise (fiche 8'), OST, 2007

Prix des appartements : forte hausse du côté français de l'agglomération transfrontalière de Genève, La Lettre Analyses n° 68, INSEE, 2007

Synthèse 2006, Les accords bilatéraux déploient leurs effets sur l'agglomération transfrontalière, OST, 2006

Démographie et mouvements de population (fiche 1'), OST, 2006

Logement (fiche 6'), OST, 2006

Agglomération transfrontalière franco-valdo-genevoise : autour de 900 000 habitants en 2025, La Lettre Analyses n° 48, INSEE, 2005

Synthèse 2005, Attractivité contre conjoncture, OST, 2006

Synthèse 2004, Une région transfrontalière attractive dans un contexte économique difficile, OST, 2004

Une comparaison des salaires entre la France et la Suisse dans la zone frontalière genevoise, La Lettre Analyses n° 28, INSEE, 2004

Agglomérations et aires urbaines dans l'espace transfrontalier Ain-Haute-Savoie-Genève-Vaud (fiche 9'), OST, 2004

Synthèse 2003, Accords bilatéraux : déjà des effets ?, OST, 2003

Synthèse 2002, Une vision d'ensemble au début d'un nouveau siècle, OST, 2002

Un espace frontalier dynamique - état des lieux 2000 (fiches thématiques n° 1 à 14), OST, 2002

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo genevois, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Le Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement, dont l'Observatoire s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, l'espace transfrontalier (les quatre territoires) et, d'autre part, l'agglomération franco-valdo-genevoise, celle-ci pouvant donc être située dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information :

Institut national de la statistique (INSEE)
Direction régionale de Rhône-Alpes
 165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03
 Téléphone : +33(0) 478 63 28 15
 Télécopie : +33(0) 478 63 25 25
 Messagerie : insee-contact@insee.fr
 Internet : www.insee.fr/rhone-alpes



Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
 82, route des Acacias
 Case postale 1735 - 1211 Genève 26
 Téléphone : +41(0) 22 388 75 00
 Télécopie : +41(0) 22 388 75 10
 Messagerie : statistique@etat.ge.ch
 Internet : www.ge.ch/statistique



• Responsable de la publication: Dominique Frei, directeur de l'OCSTAT	• Edition septembre 2009
• Tirage: 2 800 exemplaires	• Impression: Atar Roto Presse, Genève
• Données de références 2007/08	• ISBN: 978-2-11-097069-5

• COMMANDES	INSEE Rhône-Alpes	OCSTAT-Genève
• Publication	Prix: 15.- €	Prix: 25.- CHF
Copyright INSEE - OCSTAT		